



## Prise de parole de la FNEC FP FO 43 au rassemblement du 24 mars 2021

Chers collègues,

Ce rassemblement a été initié suite au cri d'alarme lancée par les AESH du collège du Monteil à l'ensemble de la profession témoignant que leur situation était insupportable. Elles indiquaient la nécessité de porter les revendications devant l'Inspection Académique. C'est la raison pour laquelle la FNEC FP FO a décidé de relayer cet appel et a proposé aux autres organisations syndicales un appel commun. Je me félicite de la présence aujourd'hui de nos camarades de la FSU et de la CGT

En revanche, je voudrais porter à votre connaissance le fait suivant. Le SE/UNSA a décidé de ne pas s'associer à cette initiative, ce qui est son droit mais il a également décidé de convoquer une réunion concurrente à notre rassemblement sur le thème : les PIAL c'est pas si mal.

Alors voyons de plus près, si ce langage, qui rejoint celui de l'Inspectrice d'Académie repose sur quelques vérités ?

- la mise en place des PIAL entraîne par la mutualisation, une diminution de l'accompagnement apporté aux élèves en situation de handicap ou à besoins particuliers, pas si mal ?
  - La mise en place des PIAL se traduit par une dégradation inouïe des conditions de travail des AESH ballottés entre plusieurs écoles ou établissements, pas si mal ?
  - La mise en place des PIAL c'est aussi la dégradation des conditions de travail des enseignants à qui l'on pourra à tout moment retirer un accompagnant pour le placer dans une autre école (pas si mal ?)
  - La mise en place des PIAL c'est la dégradation de la prise en charge des enfants qui bénéficient de l'aide pas si mal ?

Ce sont les conditions de travail de tous qui se dégradent, les casse-têtes deviennent permanents pour les directeurs et les chefs d'Etablissement ;

- des milliers d'élèves en France n'ont pas accès aux établissements sociaux et médico-sociaux faute de places en nombre suffisant et ce en application de la Loi du Sinistre BLANQUER et les PIAL sont fait pour poursuivre la destruction des structures spécialisées où les enfants bénéficiaient d'un accueil et d'une scolarisation adaptée à leurs besoins propres.

Les conséquences de l'inclusion scolaire systématique rendent la situation intenable pour les personnels et pour tous les personnels (AESH, AED, enseignants) :

Les conséquences de l'inclusion scolaire systématique rendent la situation intenable pour les personnels et pour tous les personnels (AESH, AED, enseignants) :

Oui la situation est insupportable, elle est insupportable aussi pour les élèves :

- L'enseignement spécialisé est démantelé minutieusement depuis des années,
- Les notifications MDPH ne sont plus respectées
- Les élèves notifiés voient leur nombre d'heures d'accompagnement dégringoler, leur AESH s'en aller du jour au lendemain.

Ça s'apparente ni plus ni moins à de la maltraitance.

Alors Madame l'inspectrice d'Académie, alors Mesdames et Messieurs de l'UNSA, les PIAL c'est mal !

- Et puis revenons aux AESH, Elles n'en peuvent plus de la précarité dans laquelle elles sont maintenues.

Elles en ont assez qu'on leur impose un temps partiel, qu'on leur refuse un déroulement de carrière digne de ce nom, qu'on se moque d'elles.

Savez vous que le Ministre vient de présenter un protocole sur l'égalité hommes/femmes.

Alors nous lui avons dit que les bavardages stériles ont leur limite. 97% des AESH sont des femmes. Elles sont rémunérées 750€/mois. Au lieu de faire des protocoles, que le Ministre agisse, qu'il crée un statut avec des emplois à temps plein et une grille salariale digne de ce nom.

Savez-vous que dans cette maison, lorsque l'on parle des AESH, on parle de statut, on parle de déprécarisation,...

Alors Madame l'Inspectrice d'Académie ferait mieux de se pencher sur la situation de ses personnels plutôt que d'organiser dans les écoles une quête de charité au profit de l'association Emmaüs (celle de l'abbé Pierre, curé qui en son temps appelait à « casser la gueule aux fonctionnaires ». Ce n'est pas la charité que demande aujourd'hui les AESH, c'est leur dû. Un vrai salaire et un vrai statut.

Je voudrais signaler également la présence ici de personnels AED, notamment à l'initiative de nos collègues du Lycée Simone WEIL. Pour eux aussi il y a urgence d'un vrai statut et d'un vrai salaire. Le 1<sup>er</sup> décembre ils étaient nombreux à l'exiger tout comme le 26 janvier dernier.

Ils ont raison, c'est tous ensemble que nous pourront faire reculer ce Ministre et ses représentants locaux.

Pour la FNEC FP FO de Haute-Loire, le rassemblement d'aujourd'hui s'inscrit dans un mouvement de fond .

Un mouvement de fond qui nous a amené plusieurs fois devant cette porte pour exiger des postes, pour protester contre les fermetures de classes et exiger les ouvertures nécessaires. Le 1<sup>er</sup> décembre avec les AED, le 26 janvier lors de la grève nationale, le 5 février, puis le 3 mars puis le 18 mars et aujourd'hui encore.

La résistance est bien là, ancrée et profonde et fait tanguer dangereusement le bateau ministériel. Le Ministre et l'Inspectrice d'Académie ne pourront longtemps rester cachés derrière leurs écrans et refuser d'écouter les revendications qui s'expriment.

Nous constatons d'ailleurs que dès qu'il y a mobilisation, des reculs ont été obtenus tant sur les fermetures de classes dans les écoles que dans les collèges.

Alors il nous faut poursuivre, malgré l'enfermement dans lequel se complaisent le gouvernement son Ministre de l'Education Nationale et ses représentants locaux.

Oui le gouvernement et le ministre Blanquer ne sont pas si solides qu'ils veulent l'afficher. En témoigne les attermoissements sur la crise dite « sanitaire » . Oui leurs représentants locaux sont isolés, et n'ont la confiance ni des élus, ni des parents, ni des personnels. Nous pouvons gagner sur nos revendications ! Tous ensemble, Nous allons gagner !

Une dernière information que je vous appelle à mettre en débat dans les réunions.

Le 8 avril prochain, les fédérations CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES organisent une journée de GREVE. La FNEC FP FO vous appelle à vous réunir à discuter et le cas échéant à décider d'y participer.

Quoiqu'il en soit nous n'en resterons pas là. Ensemble, AED, AESH, ENSEIGNANTS, nous pouvons, nous devons les faire reculer.

Un vrai salaire, un vrai statut, abandon des PIAL.